

Du registre aux délibérations du Conseil Communal de cette Ville, a été extrait ce qui suit :

SÉANCE DU 22 OCTOBRE 2019

Présents : M. Yves Leroy, **Conseiller - Président**
Mme Julie Chantry, **Bourgmestre**
M. Cédric du Monceau, Mme Annie Leclef-Galban, M. David da Câmara Gomes, M. Benoît Jacob, M. Philippe Delvaux, M. Abdel Ben El Mostapha, **Échevins**
Mme Marie-Pierre Lambert-Lewalle, **Présidente du CPAS**
M. Jacques Otlet, Mme Jeanne-Marie Oleffe, Mme Bénédicte Kaisin-Casagrande, M. Hadelin de Beer de Laer, M. Nicolas Van der Maren, M. Dominique Bidoul, M. Cédric Jacquet, Mme Isabelle Joachim, Mme Mia Nazmije Dani, Mme Natacha Legrand, Mme Marie Delatte, M. Vincent Malvaux, Mme Justine Matheï, Mme Nadine Fraselle, Mme Anne Chaidron-Vander Maren, M. Pierre Laperche, M. Basil Gomes, Mme Cécilia Torres, Mme Raphaëlle Buxant, Mme Viviane Willems, Mme Géraldine Pignon, Mme Christine Van de Goor-Lejaer, **Conseillers**
M. Grégory Lempereur, **Directeur général**

42.-Règlement établissant une redevance sur certains services scolaires - Exercices 2020 à 2025 - Pour approbation

Le Conseil communal en séance publique,
Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution,
Vu les articles L1122-30 et L3131-1 §1, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation,
Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de ladite Charte,
Vu la circulaire du 17 mai 2019 relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2020,
Considérant le principe de l'autonomie communale,
Considérant sa délibération du 26 juin 2018 approuvant le règlement établissant une redevance sur certains services scolaires ; lequel règlement a été approuvé par la Tutelle en date du 22 août 2018,
Considérant que ce règlement arrive à échéance le 31 décembre 2019,
Considérant que la Ville met en place des services de repas, d'accueil au sein des écoles communales,
Considérant les coûts engendrés par ces différentes prestations scolaires,
Considérant qu'il y a lieu de revoir les montants exposés concernant la piscine et les repas et ce, afin de les faire correspondre aux coûts réellement engagés par la Ville pour leur mise en oeuvre,
Considérant que la Ville met également en place un service d'accueil lors des journées pédagogiques,
Considérant les coûts engendrés par ce type de service,
Considérant qu'il y a lieu de répercuter lesdits coûts sur les utilisateurs,
Considérant la situation financière de la Ville,
Considérant que la Ville doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer sa mission de service public,
Considérant la transmission du dossier au Directeur financier pour avis préalable en date du **24/09/2019**,
Considérant l'avis Positif du Directeur financier remis en date du **25/09/2019**,

DECIDE PAR 20 VOIX CONTRE 10 :

1. D'approuver le règlement établissant une redevance sur certains services scolaires - Exercices 2020 à 2025 - rédigé comme suit :

"Règlement établissant une redevance sur certains services scolaires - Exercices 2020 à 2025

Article 1.- : Objet du règlement

Il est établi, pour les exercices 2020 à 2025, une redevance sur certains services scolaires.

Article 2.- : Redevable de la redevance

La redevance est due par le(s) parent(s) de l'enfant exerçant l'autorité parentale bénéficiant du service au sein de l'établissement scolaire communal.

Article 3.- : Montant de la redevance

La redevance est fixée de la manière suivante :

Piscine :

- 1,30 euro par séance,

Repas :

- Collation potage: 0,60 euro,
- Potage : 0,60 euro,
- Repas chaud - maternel : 3,15 euros,
- Petit repas chaud - primaire : 3,70 euros,
- Grand repas chaud - primaire : 3,80 euros,
- Repas chaud adulte : 4,75 euros,
- Petit repas froid - primaire : 3,70 euros,
- Grand repas froid - primaire : 3,80 euros,
- Repas froid adulte : 4,75 euros,

Accueil :

- Une heure de gratuité avant et après les cours,
- Accueil du matin et du soir : 0,60 euro par demi-heure entamée,
- Accueil du mercredi après-midi, moins de trois heures : premier enfant : 2,40 euros, deuxième enfant : 1,20 euro, troisième enfant et suivant(s) : 0,60 euro,
- Accueil du mercredi après-midi, plus de trois heures : premier enfant : 4,80 euros, deuxième enfant : 2,40 euros, troisième enfant et suivant(s) : 1,20 euro,

Journée pédagogique :

- Premier enfant : 5,00 euros,
- Deuxième enfant : 2,50 euros,
- Troisième enfant et suivant(s) : gratuit,

Article 4.- : Exigibilité de la redevance

La redevance est payable dans les 15 jours de la facture prenant cours le jour ouvrable suivant la date d'envoi de celle-ci au redevable.

Article 5.- : Recouvrement amiable et forcé de la redevance

5.1. Au plus tôt 10 jours à compter du 1er jour suivant l'échéance de paiement visée à l'article 4, le redevable se verra adresser, à défaut de paiement, un 1er rappel gratuit par voie ordinaire lui accordant un délai de 15 jours pour s'acquitter des montants dus.

5.2. Au plus tôt 10 jours à compter du 1er jour suivant l'échéance de paiement visée dans le rappel adressé par voie ordinaire, le redevable se verra adresser, à défaut de paiement, une mise en demeure par voie recommandée lui accordant un ultime délai de 15 jours pour s'acquitter des montants dus. Les frais de cet envoi recommandé s'élèveront à 10,00 euros et seront à charge du redevable.

5.3. Le montant de la redevance sera, en outre, majoré des intérêts de retard au taux légal, prenant cours à partir de la date de la mise en demeure adressée par voie recommandée, et ce jusqu'à parfait paiement.

5.4. En application de l'article L 1124-40 § 1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et sous réserve d'une contestation déclarée fondée ou d'une contestation sur laquelle il n'a pas encore été statué, en cas de non-paiement des montants dus à l'issue de la procédure amiable, le recouvrement de la redevance sera effectué, à la requête du Directeur financier, sur base d'une contrainte non fiscale rendue exécutoire par le Collège communal et signifiée par exploit d'huissier de justice.

5.5. Le redevable peut introduire un recours contre cette contrainte non fiscale dans les formes et délais visés à l'article 1124-40 § 1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Dans ce cas, le Directeur financier invite l'huissier de justice instrumentant à suspendre le recouvrement jusqu'au prononcé d'une décision coulée en force de chose jugée.

5.6. Dans les cas où il ne peut être procédé au recouvrement forcé par voie de contrainte non fiscale signifiée par exploit d'huissier de justice, le redevable sera poursuivi, conformément au droit commun, devant les juridictions compétentes.

5.7. Les frais de recouvrement forcé seront, conformément aux dispositions légales, entièrement à charge du redevable.

Article 6.- : Procédure de contestation

Toute contestation doit être formulée par écrit indiquant les griefs précis à faire valoir à l'encontre de la redevance.

Elle doit être adressée, par courrier, à l'attention du Collège communal, avenue des Combattants 35, à 1340 Ottignies-Louvain-la-Neuve, endéans un délai de 15 jours prenant cours le 3ème jour ouvrable suivant le jour d'exigibilité de la redevance.

Toute contestation qui n'aura pas respecté cette procédure sera d'office réputée rejetée.

Article 7.- : Tutelle - Affichage - Entrée en vigueur

7.1. La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon conformément aux articles L3131-1 et

suiuants dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation.

7.2. La présente délibération entrera en vigueur le jour de sa publication prévue aux articles L1133-1 à 3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et au plus tôt le 1er janvier 2020."

2. De charger le Collège communal de l'exécution de la présente décision.

Ainsi délibéré en séance date que dessus.

Par le Conseil Communal :

Le Secrétaire,
(s) Grégory Lempereur, Directeur général

La Bourgmestre,
(s) Julie Chantry

Pour extrait conforme, délivré à Ottignies-Louvain-la-Neuve, le 25 octobre 2019.

Par Ordonnance :

Le Directeur général,
G. Lempereur

L'Échevin délégué,
P. Delvaux



